



## Les veilles des documentalistes du ministère **La lettre d'actualité**

Chaque semaine, l'essentiel des publications économiques et financières

7 mai 2026

### L'Actu' des clics

#### **Les tutos et vidéos de la Direction des impôts des non-résidents (DINR)**

Découvrez les nouveaux tutos de la DINR sur la fiscalité des non-résidents : spécificités, salaires, pensions, revenus fonciers, déclaration en ligne, domiciliation fiscale, conventions fiscales bilatérales, etc.

#### **Impôt : déclarez vos revenus depuis votre smartphone ou votre tablette**

Savez-vous que vous pouvez déclarer vos revenus à partir d'une application mobile ? Une fiche [economie.gouv.fr](http://economie.gouv.fr) vous explique comment procéder après avoir téléchargé l'appli « [impots.gouv](http://impots.gouv.fr) ».

### Focus - Démêler le vrai du faux

#### **À quoi servent mes impôts ? Vrai ou faux ?**

La rubrique "À quoi servent mes impôts" sur le site des ministères économiques et financiers vous permet, en quelques questions, d'évaluer vos connaissances et de démêler le vrai du faux sur la fiscalité. Une façon simple et ludique d'en apprendre davantage sur l'utilisation de vos impôts et sur le fonctionnement de notre système fiscal.

### Administration

#### **Insee : rapport d'activité 2025**

Insee, 48 p., avril 2026.

Le rapport 2025 met en avant les missions de l'Institut : éclairer les grands enjeux contemporains dans un contexte de tensions internationales, de transition écologique accélérée et de transformations profondes de la société française. Il met également en évidence les innovations techniques et méthodologiques déployées, ainsi que les actions pour rendre l'information statistique plus accessible (visibilité renforcée sur les réseaux sociaux, nouvelle version de l'application Insee Mobile, site internet en évolution).

#### **Contrôle général économique et financier - rapport d'activité 2025**

Contrôle général économique et financier (CGefi), 52 p., avril 2026.

Placé sous l'autorité du Ministre de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle, énergétique et numérique, le CGefi contrôle plus de 400 organismes publics. Ce rapport d'activité présente dans une première partie le rôle du CGefi et les réussites de l'année 2025. L'activité des 14 missions de contrôle est détaillée dans une deuxième partie. Enfin, le bilan à fin 2025 de la feuille de route de transformation du CGefi est présenté.

### Banque - Finance

#### **Rapport annuel 2025 du Haut Conseil de stabilité financière**

Haut Conseil de stabilité financière (HCSF), 54 p., mars 2026.

Ce rapport présente en détail le contexte économique et financier de 2025, ainsi que les actions menées par le HCSF sur l'année. Il analyse la situation financière des ménages, des entreprises et des principaux acteurs du

secteur financier français (banques, organismes d'assurances, gestionnaires d'actifs). Enfin, il propose un chapitre thématique sur les liens entre risque cyber et stabilité financière.

#### **Pour une résilience renforcée des « non-banques » au service de l'Union pour l'épargne et l'investissement**

Banque de France, Clément Bourgey, Feyrouz Djabali, Philippe Troussard, Bloc-notes Éco, Billet de blog n° 448, 4 p., 27 avril 2026.

L'intermédiation financière non bancaire, en forte croissance depuis la crise financière de 2007-08, représente une source de financement additionnelle pour répondre aux défis posés par la double transition écologique et numérique. Son développement contribue au projet d'Union pour l'épargne et l'investissement mais nécessite que l'on y porte une attention particulière afin que cette source de financement ne soit pas un facteur de vulnérabilité pour l'économie réelle.

#### **Événements climatiques extrêmes : quels risques pour le système financier ?**

Banque de France, Tristan Jourde, Sofía Ruiz Romanos, Dilyara Salakhova, Bloc-notes Éco, Billet de blog n° 449, 5 p., 29 avril 2026.

Ce billet s'appuie sur les scénarios climatiques de court terme du réseau pour le verdissement du système financier (NGFS) pour évaluer le risque de correction des marchés financiers à une série de désastres naturels. En cas de chocs climatiques extrêmes, banques, assurances et gestionnaires d'actifs français s'exposeraient à des pertes de 196 Md€, équivalant à une dépréciation de 4 % de leurs portefeuilles d'actions et d'obligations.

## Consommation

#### **Le guide des aides financières 2026 en Outre-mer**

Agence nationale de l'habitat (Anah), 60 p., avril 2026.

Cette nouvelle édition présente les aides financières existantes pour la rénovation énergétique de l'habitat, l'adaptation à la perte d'autonomie et pour la lutte contre l'habitat indigne en Outre-mer. Le guide rassemble les conditions d'attribution, les plafonds de ressources ainsi que les critères techniques d'éligibilité des travaux concernés. Il est complété par un focus sur le cumul des dispositifs et une liste de contacts et de liens utiles.

#### **La consommation des ménages en biens rebondit en mars 2026 (+0,7 % après -1,4 %)**

Insee, Informations Rapides n° 107, 4 p., 30 avril 2026.

En mars 2026, les dépenses de consommation des ménages en biens rebondissent sur un mois (+0,7 % en volume après -1,4 % en février). La consommation de biens fabriqués repart à la hausse (+1,6 % après -2,1 %), tandis que la consommation d'énergie est quasi stable (+0,1 % après -1,4 %), comme la consommation alimentaire (-0,1 % après -0,6 %). Sur l'ensemble du 1<sup>er</sup> trimestre 2026, la consommation des ménages en biens se replie (-0,6 % après +0,4 % au 4<sup>ème</sup> trimestre 2025), tirée à la baisse par le net repli des dépenses en énergie (-2,3 % après +0,5 % au 4<sup>ème</sup> trimestre 2025).

## Économie

#### **En avril 2026, les prix à la consommation augmentent de 2,2 % sur un an**

Insee, Informations Rapides n° 109, 2 p., 30 avril 2026.

Sur un an, selon l'estimation provisoire réalisée en fin de mois, les prix à la consommation augmenteraient de 2,2 % en avril 2026, après +1,7 % en mars. Cette hausse s'expliquerait de nouveau par la forte accélération des prix de l'énergie (+14,2 % sur un an après +7,4 % en mars), en particulier de ceux des produits pétroliers. Sur un mois, les prix à la consommation augmenteraient pour le troisième mois consécutif : +1,0 % en avril, après +1,0 % en mars et +0,6 % en février.

#### **En avril 2026, la confiance des ménages se dégrade fortement**

Insee, Informations rapides, n° 101, 4 p., 24 avril 2026.

En avril 2026, la confiance des ménages se dégrade fortement. À 84, l'indicateur qui la synthétise baisse de cinq points, la plus forte baisse depuis mars 2022 et le début de la guerre en Ukraine. Il s'éloigne plus encore de sa moyenne de longue période (100 entre janvier 1987 et décembre 2025).

#### **Comptes nationaux trimestriels au premier trimestre 2026 - Comptes de la Nation en base 2020 - Première estimation**

Insee, Insee Résultats, 30 avril 2026.

Le produit intérieur brut (PIB) en volume marque le pas au 1<sup>er</sup> trimestre 2026 (0,0 % après +0,2 % au 4<sup>ème</sup> trimestre 2025). La demande intérieure finale (hors stocks) est atone : la consommation des ménages recule légèrement (-0,1 % après +0,4 %) et la formation brute de capital fixe se replie (-0,4 % après +0,3 %). Au total, la contribution de la demande intérieure (hors stocks) à la croissance du PIB est nulle ce trimestre, après +0,4 point au 4<sup>ème</sup> trimestre 2025. La contribution du commerce extérieur à la croissance est fortement négative ce trimestre (-0,7 point après +0,6 point).

#### **Au premier trimestre 2026, l'emploi salarié du secteur privé est de nouveau quasi stable (-0,1 %)**

Insee, Informations Rapides n° 108, 3 p., 30 avril 2026.

Entre décembre 2025 et mars 2026, l'emploi salarié du secteur privé est quasi stable (-0,1 %, soit -11 400 emplois), comme au trimestre précédent (-0,1 %, soit -20 900 emplois). Il se situe 0,3 % sous son niveau de mars 2025 (soit -64 400 emplois), baissant sur un an pour le 5<sup>ème</sup> trimestre consécutif. Il excède toutefois encore largement son niveau d'avant-crise sanitaire, fin 2019 (+5,3 %, soit +1,1 million d'emplois).

#### **L'évolution du pouvoir d'achat en France depuis 2017 au regard des indicateurs de prix et de consommation**

Assemblée nationale, Thierry Benoit, Robert Le Bourgeois, Rapport d'information n° 2747, 103 p., 4 mai 2026. Ce rapport vise à dresser un bilan de l'évolution du pouvoir d'achat des ménages depuis 2017. Les auteurs formulent 29 recommandations, concernant notamment les indicateurs de pouvoir d'achat, les aides publiques, l'encadrement du paiement fractionné, ou la sensibilisation des consommateurs aux pratiques de facturation indues ou abusives.

## Économie internationale

#### **Par-delà le commerce de biens : les États-Unis en léger excédent courant face à la zone euro**

Banque de France, Barbara Castelletti Font, Antoine Lalliard, Bloc-notes Éco, Billet de blog n° 446, 5 p., avril 2026.

Dans le contexte du durcissement récent de la politique commerciale américaine, limiter l'analyse des flux financiers entre les États-Unis et la zone euro liés au seul commerce de biens est réducteur. Intégrer services et revenus dans l'analyse change le constat, notamment du fait des flux de services intra-groupe, résultant eux-mêmes d'investissements directs des multinationales américaines en Europe.

#### **Projections macroéconomiques pour la zone euro établies par les services de la BCE. Mars 2026**

Banque centrale européenne, mars 2026.

À moyen terme, la croissance annuelle du PIB en volume devrait passer de 0,9 % en 2026 à 1,3 % en 2027 et 1,4 % en 2028 sous l'effet du redressement de la demande intérieure, dans l'hypothèse sous-jacente d'un choc de courte durée intégrée dans les contrats à terme sur l'énergie, et grâce à la contribution des exportations nettes qui, après avoir été négative, deviendrait légèrement positive en 2027.

#### **Pourquoi le secteur manufacturier européen et français n'a-t-il pas retrouvé sa tendance pré-Covid ?**

Banque de France, Mélanie Coueffé, Bulletin de la Banque de France n° 263/2, 10 p., mars-avril 2026.

Depuis 2020, le secteur manufacturier peine à retrouver son niveau d'avant-crise dans la plupart des économies avancées. Fin 2025, la valeur ajoutée manufacturière française reste inférieure de 8 % à sa tendance pré-Covid, avec un recul particulièrement marqué dans la fabrication de matériels de transport (-19 %). Depuis 2019, l'emploi manufacturier a progressé plus vite que la valeur ajoutée, traduisant une baisse de la productivité.

#### **Entre influences étrangères et percée eurosceptique. Les think tanks à Bruxelles, nouveau champ de bataille des idées en Europe**

Haut-commissariat à la Stratégie et au Plan (HCSP), Julian Blum, Point de vue, 28 p., 17 avril 2026.

Cette étude propose une cartographie actualisée de l'écosystème des think tanks basés à Bruxelles, traitant de politiques publiques européennes. Elle identifie les principaux acteurs de ce paysage, proposant un aperçu des instituts les plus influents ainsi que de leurs activités et sources de financement. Une [datavisualisation](#) interactive de cet écosystème est disponible, selon les secteurs économiques ou les acteurs institutionnels concernés.

#### **L'inflation globale de la zone OCDE augmente pour atteindre 4,0 % en mars 2026 tandis que les prix de l'énergie accélèrent fortement**

OCDE, Communiqué de presse, 5 p., 6 mai 2026.

L'inflation globale en glissement annuel dans la zone OCDE a augmenté pour atteindre 4,0 % en mars 2026, après 3,4 % en février, sous l'effet d'une hausse de 8,6 points de pourcentage de l'inflation de l'énergie. L'inflation de l'énergie en glissement annuel dans la zone OCDE a atteint 8,1 % en mars, son plus haut niveau depuis février 2023.

## Énergie

#### **Présentation du plan d'électrification des usages - [economie.gouv.fr](http://economie.gouv.fr)**

Le Gouvernement a présenté son plan d'électrification des usages le 23 avril 2026. Il s'inscrit dans la continuité de la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE3) et vise à électrifier massivement l'économie. Les 22 mesures sont détaillées dans le [dossier de presse](#) « Électrifions la France ! Pour une énergie moins chère, plus souveraine et plus durable ».

#### **En mars 2026, les prix du pétrole et du gaz flambent**

Insee, Informations Rapides n° 104, 5 p., 24 avril 2026.

En mars 2026, le prix du pétrole en euros flambe (+45,9 % sur un mois après +6,6 % en février), tout comme celui du gaz (+63,1 % après -5,1 %), en raison du déclenchement de la guerre au Proche-Orient et de la

fermeture du détroit d'Ormuz. Les prix en euros des matières premières industrielles rebondissent aussi sur le mois (+3,5 % après -2,2 %) et augmentent fortement sur un an (+15,9 %).

## Entreprise

### **Transmission et reprise d'entreprise : un enjeu économique majeur et une opportunité entrepreneuriale à saisir - [entreprises.gouv.fr](https://entreprises.gouv.fr)**

500 000 transmissions d'entreprises sont attendues dans les dix prochaines années, ce qui représente un enjeu majeur pour l'économie, l'emploi et les territoires. S'appuyant sur les [25 propositions](#) de la Mission Reprise, le plan d'action de l'État s'articule autour de trois axes principaux décliné en 11 mesures détaillées dans un [dossier de presse](#). Il est complété par un [guide pratique](#) destiné aux cédants et aux repreneurs.

### **Financer ma TPE : les financements court terme**

Les clés de la banque, Les Guides bancaires n° 16/Financement, 32 p., avril 2026.

Le financement à court terme permet de soutenir la trésorerie de l'entreprise, notamment en couvrant les besoins en fonds de roulement. Ce guide présente les principales solutions disponibles, les modalités pour en faire la demande, ainsi que les démarches à envisager en cas de refus.

### **Temps passé à répondre aux enquêtes : l'Insee évalue et réduit la charge pour les entreprises**

Insee, Sylvain Moreau, Blog de l'Insee, 5 mai 2026.

Pour concevoir et mettre en œuvre des politiques publiques adaptées, des indicateurs fiables sont nécessaires. L'Insee produit ces indicateurs en collectant des données via des enquêtes auprès des entreprises, ce qui peut imposer une charge de travail importante à celles-ci. Pour réduire cette charge, la statistique publique cherche à réutiliser les informations déjà transmises par les entreprises aux administrations.

## Environnement

### **L'empreinte carbone de la consommation touristique en 2023 : une intensité en carbone 75 % plus élevée que celle de la consommation totale**

Insee, David Levy, Manuel Baude, Insee Première n° 2099, 4 p., avril 2026.

En 2023, l'empreinte carbone de la consommation touristique est estimée à 75 millions de tonnes équivalent CO<sub>2</sub> (Mt CO<sub>2</sub> éq). Elle correspond à la quantité de gaz à effet de serre émis pour produire les biens et services consommés en France par les touristes résidents et non-résidents. Elle augmente de 3 % en 2023 par rapport à 2022, mais demeure à un niveau nettement inférieur à celui de 2019 (-17 %), juste avant la crise sanitaire.

### **Scénarios climatiques de court terme du NGFS : résultats pour la France**

Banque de France, Paul Champey, Léopold Gosset, Bloc-notes Éco, Billet de blog n° 447, 6 p., 22 avril 2026.

En mai 2025, le réseau pour le verdissement du système financier (NGFS) a publié ses premiers scénarios climatiques de court terme. La France pourrait subir une perte de 7,4 % du PIB si l'Europe connaissait une combinaison d'événements météorologiques particulièrement sévères. L'économie française bénéficierait par ailleurs d'une transition bas-carbone graduelle et efficiente, mais serait négativement affectée par une transition retardée et désordonnée.

## Finances publiques

### **Avis relatif au projet de loi relatif aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes de l'année 2025**

Haut Conseil des finances publiques (HCFP), Avis n° HCFP-2026-2, 14 p., 16 avril 2026.

En 2025, le déficit public a diminué de 0,7 point de PIB pour s'établir à 5,1 points de PIB, restant à un niveau beaucoup trop élevé pour permettre de stabiliser la dette publique. En 2025, le ratio de dette au PIB a encore progressé pour atteindre 115,6 points de PIB. Le Haut Conseil souligne le décalage entre la loi de programmation des finances publiques (LPPF) en vigueur et les engagements pris dans le cadre de la nouvelle gouvernance européenne. Il invite à une révision du cadre français de finances publiques.

### **L'assurance des catastrophes naturelles : un enjeu de soutenabilité financière**

Cour des comptes, Rapport public thématique, 100 p., avril 2026.

Dans un contexte d'augmentation des événements météorologiques extrêmes, le régime d'indemnisation des catastrophes naturelles (Cat-Nat), fondé sur un partenariat public-privé, est de plus en plus sollicité. Dans son rapport, la Cour formule huit recommandations visant à améliorer l'information sur les risques, à renforcer la robustesse financière du régime et à mieux articuler les politiques de prévention.

### **La lutte contre la fraude aux prestations sociales à l'ère de son industrialisation**

Défenseur des droits, Rapport, 97 p., avril 2026.

Ce rapport dresse un bilan de l'application des recommandations effectuées par le Défenseur des droits en 2017 et 2019. Il vise à éclairer les nouveaux aspects du durcissement de la lutte contre la fraude aux prestations sociales, en particulier le recours au datamining et au traitement algorithmique des données. Tout en

soulignant les efforts déployés par les organismes pour remédier aux problèmes constatés, la Défenseure des droits émet de nouvelles recommandations.

### [Le Comité d'organisation des Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024](#)

Cour des comptes, Observations définitives, 139 p., mai 2026.

Dans son rapport, la Cour constate que le Comité d'organisation des Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024 (COJOP) a mené à bien le chantier qui consistait à livrer les Jeux dans les délais prescrits par le Comité international olympique (CIO) et sans problème majeur. Elle note également que l'organisation du COJOP s'est correctement adaptée aux différentes phases de préparation des Jeux.

## Fiscalité

### [Une recherche à temps partiel : le crédit d'impôt recherche en France](#)

Cepremap, Pierre Courtioux, François Métivier, 104 p., mai 2026.

En France, la montée en charge du crédit d'impôt recherche (CIR) s'est accompagnée d'une baisse de l'intensité du travail de recherche dans les entreprises. Alors que les évaluations disponibles pointent sa faible efficacité, cette étude présente dans le détail le CIR, ses objectifs et son déploiement. Elle analyse la perception qu'en ont les entreprises, leurs usages du dispositif et les éventuels effets d'aubaine et propose enfin des pistes pour renforcer son efficacité.

### [La fiscalité directe locale en 2025](#) (pdf - 3,4 Mo)

Direction générale des collectivités locales (DGCL), Maxime Vayne, Bulletin d'information statistique n° 209, 11 p., mai 2026.

Le produit de la fiscalité directe locale, toutes collectivités locales confondues, est stable en 2025 après plusieurs années de hausse marquée. Il s'élève à 68,6 Md€, et à 115,6 Md€ en y intégrant les fractions de TVA compensatrices des réformes successives. Cette stabilité est toutefois la résultante de dynamiques contrastées selon les différentes taxes.

## Industrie

### [Ces territoires qui cherchent à se réindustrialiser](#)

La Fabrique de l'industrie, Caroline Granier, Pierre Ellie, Les Notes de la Fabrique n° 62, 60 p., avril 2026.

Dans cette Note, les élus, les industriels, les chefs de projet et autres acteurs du dispositif « Territoires d'industrie » apportent leur éclairage sur les ressources à valoriser au niveau local afin de réindustrialiser les territoires français. Certaines collectivités privilégient la dynamisation de l'entrepreneuriat local, d'autres choisissent de réhabiliter des terrains longtemps inoccupés ou misent sur le développement d'une industrie plus verte et davantage ouverte à la société civile.

### [Des voitures aux téléphones portables : pourquoi les métaux critiques sont un enjeu de souveraineté ? - economie.gouv.fr](#)

Le plan national de résilience [Terres rares et aimants permanents](#) vise à reconstruire une filière française de production de terres rares et d'aimants permanents qui conjugue exigence de souveraineté, exigence environnementale, retombées territoriales et création d'emplois. Les terres rares font partie de la liste des 34 minerais et métaux critiques établie par l'Union européenne en 2024.

### [Inventaire OCDE des restrictions à l'exportation de matières premières industrielles 2026](#) (en anglais)

OCDE, 28 p., avril 2026.

Cette nouvelle édition analyse les restrictions à l'exportation de matières premières critiques jusqu'à fin 2024. Elle montre qu'elles ont fortement augmenté au cours des quinze dernières années et atteignent désormais un niveau record. Certaines ressources minérales essentielles aux systèmes énergétiques, comme le cobalt, le manganèse, le graphite et les terres rares, sont particulièrement concernées.

## Marchés publics

### [Crise actuelle en Iran et hausses des prix de certaines matières premières : une nouvelle circulaire pour les acheteurs publics - Direction des affaires juridiques](#)

Face à la flambée des prix des matières premières et aux pénuries d'approvisionnement résultant du conflit au Moyen Orient, la [circulaire n° 6529/SG du 24 avril 2026](#) (pdf - 17,72 Mo) vient rappeler les marges de manœuvre offertes aux acheteurs afin de faire face aux difficultés d'exécution des contrats de la commande publique. Une [fiche technique](#) (pdf - 330 Ko) détaille les possibilités offertes par le droit de la commande publique de modifier les conditions financières et la durée des contrats pour faire face à ces circonstances imprévisibles.

## Société - Vie sociale

### En 2024, 3 % des mariages ont été conclus entre personnes de même sexe

Insee, Sofian El Atifi, Insee Focus n° 381, 23 avril 2026.

En 2024, 6 750 unions entre partenaires de même sexe ont été célébrées, soit 3 % des mariages. Cette part a peu varié depuis 2015. Ces mariages se répartissent de manière quasi égale entre couples d'hommes et couples de femmes.

## Tourisme

### Saison touristique d'hiver 2026 : une saison dynamique portée par la clientèle non résidente

Insee, Gilles Valaison, Insee Focus n° 382, 29 avril 2026.

La saison hivernale 2026, en France, se caractérise par une hausse de 1,8 % par rapport à l'an dernier de la fréquentation des hébergements collectifs de tourisme, bénéficiant principalement à Paris et aux espaces urbains intermédiaires. La clientèle non résidente reste le principal moteur de cette attractivité, portée par une clientèle européenne et américaine. En revanche, la fréquentation d'affaires continue de décliner. La fréquentation dans les massifs montagneux est atone, le recul de la clientèle résidente étant compensé par les non-résidents.



Besoin d'aide pour trouver une information ou un document ?

[Contacter les documentalistes du ministère](#)

#### Qui sommes-nous ?



[Missions et démarche qualité des documentalistes](#)

#### Restez informé·e



[Lettres d'information](#)



[Site internet](#)

Conformément à la loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données qui vous concernent. Pour l'exercer, adressez un courrier au Secrétariat Général des ministères économiques et financiers - BDA - Secteur documentation externe 12 Place du Bataillon du Pacifique - 75572 Paris cedex 12 ou un courriel en [cliquant ici](#).

[Se désabonner](#)

ISSN : 3001-0918

Image : © Epictura / Milkos